

Spécificités applicables au processus de qualification des prestataires de désamiantage de pièces et matériels radiés amiantés

Domaine d'application :

En complément de ce qui est prévu dans le corps du référentiel MTCI MA 05111, la présente spécification a pour objet de définir les particularités liées au processus de qualification applicables aux entreprises exécutant une prestation de désamiantage de pièces et matériels radiés amiantés comportant des Matériaux Contenant de l'Amiante (MCA) et des Matériaux Contenant des Fibres Céramiques Réfractaires (MCFCR).

Liste des catégories d'achat concernées par ces spécificités :

- Désamiantage de pièces
- Désamiantage d'engins
- Désamiantage non destructif d'engins

De fait, la référence faite aux matériels de SNCF Voyageurs SA est également susceptible de désigner des matériels appartenant aux filiales directes et indirectes du groupe SNCF.

1. Particularités du système de qualification de la prestation de désamiantage de pièces et matériels radiés amiantés

a. Dossier de qualification :

Compte tenu de la présence de Matériaux Contenant de l'Amiante (MCA) et de Matériaux Contenant des Fibres Céramiques Réfractaires (MCFCR) sur les matériels ferroviaires radiés, seule une entreprise titulaire de la certification professionnelle exigée par les dispositions spécifiques aux activités de retrait d'amiante imposées par le code du travail (art. R4412-129 et suivants) en cours de validité, est susceptible d'intégrer le panel des prestataires de désamiantage de pièces et matériels radiés amiantés qualifiés.

b. Spécificité légale :

L'entreprise candidate ne doit pas avoir fait l'objet, au cours des 3 années précédant le dépôt du dossier de candidature au présent système de qualification :

- d'un non-respect, dans le cadre d'un marché de démantèlement de matériels ferroviaires radiés, d'un texte législatif ou réglementaire relatif à la protection des personnes contre le risque d'exposition à l'amiante, au traitement des déchets dangereux (y compris contenant de l'amiante) ou relatif aux infractions en matière de droit du travail ;

Un tel non-respect de la réglementation peut être constaté par un représentant de SNCF Voyageurs SA ou par tout tiers mandaté à cet effet par SNCF Voyageurs SA, sur pièces ou sur place lors d'une visite sur le site de démantèlement, ou par toute autorité administrative ou judiciaire ;

- d'un manquement grave à une (ou des) obligation(s) contractuelle(s) lors de l'exécution d'un marché de démantèlement de matériels ferroviaires radiés de SNCF Voyageurs SA ;

Sont notamment considérés comme manquements graves la non-transmission à SNCF Voyageurs SA de Bordereaux de Suivi de Déchets contenant de l'Amiante

(BSDA) et le non-respect de l'interdiction du recours à la sous-traitance pour l'exécution d'opérations de désamiantage.

2. Suivi de la performance des entreprises qualifiées :

Dans le cas de la perte ou du non-renouvellement de la certification professionnelle exigée par les dispositions spécifiques aux activités de retrait d'amiante imposée par le code du travail (art. R4412-129 et suivants), **l'entreprise qualifiée à l'obligation d'informer SNCF VOYAGEURS SA le plus tôt possible et dans un délai maximal de 2 jours ouvrés.**

3. Avertissement / Suspension / Retrait : particularité de la prestation de démantèlement de matériels radiés amiantés

a. Suspension :

La suspension de la qualification d'une entreprise peut être envisagée par SNCF Voyageurs SA dans l'un des cas suivants :

- exposition avérée ou suspectée d'un salarié à des fibres d'amiante du fait d'un manquement de l'entreprise qualifiée, qu'il s'agisse d'un salarié de l'entreprise qualifiée, de SNCF Voyageurs SA ou d'un tiers ;
- maîtrise insuffisante de la traçabilité des déchets dangereux, notamment amiantés, générés par l'entreprise qualifiée ;
- non-respect d'un texte législatif ou réglementaire, d'un engagement ou d'une prescription technique ;
- retard d'exécution d'un marché de démantèlement supérieur à l'équivalent de 6 mois de production en phase de série.

b. Retrait de la qualification :

Le retrait de la qualification d'une entreprise peut être envisagé par SNCF Voyageurs SA dans l'un des cas suivants :

- l'entreprise n'est plus titulaire de la certification professionnelle exigée par les dispositions spécifiques aux activités de retrait d'amiante imposées par le code du travail (art. R4412-129 et suivants)
- l'entreprise n'a pas fourni de plan d'action dans un délai de 2 semaines à compter de la notification d'un avertissement ou d'une suspension de qualification (soit 4 semaines après la demande initiale) ;
- l'entreprise n'a pas mis en œuvre, de façon effective et vérifiable par SNCF Voyageurs SA, l'intégralité du plan d'action validé par SNCF Voyageurs SA au plus tard 4 semaines à compter de la notification d'un avertissement ou d'une suspension de qualification (soit 6 semaines après la demande initiale) ;
- dysfonctionnement ou défaut de sécurité majeur lors de l'exécution d'un marché de démantèlement de matériels radiés de SNCF Voyageurs SA, ou le cas échéant dans le cas où les mesures conservatoires demandées par SNCF Voyageurs SA n'ont pas été mises en place dans le délai notifié ;
- faux, acte ou fait à caractère dolosif ou frauduleux intervenus pour le renouvellement de la qualification.